

LE ROLE DES QUARANTE-NEUF PREMIERS CONGRES
DE L'ASSOCIATION BOURGUIGNONNE
DES SOCIETES SAVANTES
DANS LA VIE CULTURELLE REGIONALE

par Françoise VIGNIER,

Conservateur des Archives départementales de la Côte-d'Or,
Secrétaire générale de l'A.B.S.S.

Au moment où s'ouvre ce cinquantième congrès, alors que j'inaugure les fonctions de secrétaire général que vous avez bien voulu me confier, j'ai pensé qu'il pouvait être utile de faire ici la halte qu'inspire traditionnellement les anniversaires pour m'interroger avec vous sur la place qu'ont tenue ces congrès dans la vie culturelle régionale depuis le premier d'entre eux qui eut lieu à Dijon, en 1914.

Ce propos m'a été inspiré par une requête des responsables de la jeune revue mensuelle que publie sous le titre de *Culture et Communication* le ministère du même nom, qui m'ont demandé, il y a quelques mois, un texte sur le rôle de notre association. Cet article, très bref, doit paraître dans un prochain numéro de ladite revue consacré à la vie culturelle en Bourgogne. Ne voyez là nulle publicité personnelle, mais l'expression de la joie que j'ai eue à constater que l'A.B.S.S. était reconnue à ce niveau comme un élément de la vie culturelle régionale.

Ainsi me fut fournie l'occasion salutaire de dépouiller les multiples publications issues de l'activité de nos prédécesseurs et de réveiller les souvenirs de ma propre participation à dix-huit des vingt-trois derniers congrès.

Oserai-je avouer que, au terme de ce trop rapide survol, je suis restée quelque peu écrasée par la richesse foisonnante des notes accumulées, dont mon exposé de ce jour, qui se veut réflexion pour préparer l'avenir plus que strict bilan, ne saurait exprimer les multiples aspects.

Je ne poursuivrai point devant vous aujourd'hui le méticuleux exercice mathématique auquel s'était livré en 1944, trente ans après la naissance de l'A.B.S.S., le commandant Charrier, alors secrétaire général, lequel avait calculé que les dix-sept premiers congrès avaient réuni un total de 2 660 congressistes qui avaient écouté 1054 communications. Je ne compléterai pas non plus le tableau dressé par M. Colombet à l'occasion du cinquantième, dans le numéro 58-59 du *Bulletin* qui, jusqu'en 1964, fournit à la fois les noms des présidents, le nombre

des congressistes, qui oscille entre quarante-six et deux cent quarante, avec une moyenne qui se situe aux alentours de quatre-vingt-dix, et celui des communications qui oscille entre dix-neuf et cent soixante-trois, avec une moyenne qui se situe aux alentours de quarante. La palme de la fréquentation revient au congrès d'Auxerre qui a réuni en 1948 deux cent quarante congressistes autour de cent soixante-trois communications, chiffres qui sont les deux maxima que nous venons de constater.

Je ne m'appesantirai pas davantage sur ces additions, bien que je sache que nous vivons en une époque où l'on aime les recensements et où l'on se rassure de sa solitude en contemplant les foules. Peut-être en outre de telles constatations numériques sont-elles de nature à aider à poursuivre leur tâche ceux qui parfois se sentent un peu isolés ou incompris dans leur désir de faire vivre et prospérer des sociétés savantes au sein de petites villes dont les habitants et les responsables sont l'objet des sollicitations les plus diverses et les plus contraignantes.

Si l'acte de naissance de l'A.B.S.S. date de ses premiers statuts mis au point en 1925 sous l'impulsion d'Edouard Estaunié, il s'agissait en fait d'une légitimation puisque le premier congrès s'était tenu à Dijon en 1914 à l'initiative d'un groupe de Dijonnais, au premier rang desquels figurait Charles Oursel qui en avait été l'organisateur efficace et convaincu. Deux cents personnes, représentant vingt-quatre sociétés, s'étaient rassemblées à leur appel durant deux journées : la première avait été consacrée à des échanges de vues sur les activités à entreprendre en commun, la seconde à une excursion par « tramway spécial » à Saint-Seine-l'Abbaye et Aignay-le-Duc. Et l'on s'était séparé sur la promesse d'une seconde rencontre dont la nécessité avait été mise en évidence dans le discours de clôture, par la constatation que : « cette première tentative de régionalisme sera des plus utiles et des plus fécondes. A ce contact entre esprits de même famille s'associera le plaisir d'échanger des idées, de fortifier des plans de travaux. La vie intellectuelle s'élargira. Un horizon plus vaste sera désormais ouvert. » Un autre orateur avait proclamé bien haut que c'était là démontrer que toute vie intellectuelle n'était pas concentrée à Paris, et que de telles assises devaient rendre la Bourgogne plus chère et plus vivante à chacun des participants.

La guerre interrompit sans le briser ce bel enthousiasme : forte de vingt-neuf sociétés membres, l'association tint un second congrès à Mâcon en 1923, puis un troisième à Auxerre en 1925, lequel fut marqué par la forte personnalité d'Edouard Estaunié. Ayant fait la preuve de sa nécessité et de sa vitalité, l'association fut alors pourvue des statuts qui lui avaient jusqu'alors fait défaut, plus par méfiance à l'égard des structures que par manque de conviction. Il en fut élu président, fonction qu'il devait remplir jusqu'à sa mort, en 1942, avec une attention que les plus graves difficultés de santé ne devaient jamais affaiblir : de 1926 à 1939 il prit lui-même une part très active à l'organisation des congrès.

Dijon, Auxerre, Mâcon : dès les premiers congrès se matérialisait dans ces pérégrinations à travers trois départements le souci que nulle partie de la région ne se puisse prévaloir de quelque prééminence sur les autres. Les quarante-six

congrès qui les ont suivis ont été organisés dans le respect le plus scrupuleux de cette règle de décentralisation. C'est ainsi que, depuis 1914, Dijon les a accueillis sept fois, Auxerre cinq fois, Beaune, Mâcon, Semur-en-Auxois et Tournus trois fois, Autun, Avallon, Chalon-sur-Saône et Sens deux fois, Charolles, Chatillon-sur-Seine, Clamecy, Fontaine-Française, Gueugnon, Nevers, Tonnerre, Toucy et Verdun-sur-le-Doubs une fois. En outre, en raison d'affinités historiques ou de relations de bon voisinage, ces assises ambulantes siégèrent deux fois à Bourg-en-Bresse et à Langres, une fois à Belley et Chaumont.

Les responsables actuels de l'association ont la très ferme intention de rester fidèles à ce principe puisque les prochains congrès devraient avoir lieu successivement en 1980 à Montbard, en 1981 à Vézelay, en 1982 au Creusot et en 1983 à Nevers et Guérisny, donc dans les quatre départements qui constituent l'actuelle région économique.

Bien que l'intérêt essentiel des congrès réside à l'évidence dans les contacts qu'ils permettent et les travaux dont ils ont suscités la réalisation et, dans la plupart des cas, la publication, je pense qu'il n'est pas inutile d'évoquer ici très rapidement leur organisation. L'examen de celle-ci révèle en effet une surprise : alors que le congrès de 1914 s'était clos sur l'affirmation d'une autonomie régionale face au centralisme de la capitale, l'influence d'Edouard Estaunié aboutit à une espèce d'impérialisme, courtois, brillant et érudit d'un organisme bien parisien : l'Institut de France, qui accepta de déléguer chaque année jusque vers 1960 l'un de ses membres pour les présider, tandis que divers autres apparaissaient sur les listes, souvent impressionnantes, voire pléthoriques, des comités de patronage. Et c'est ainsi que l'on vit, entre autres, occuper le fauteuil présidentiel Edouard Estaunié lui-même, Guillaume Hanotaux, Maurice Prou, André Bellessort, Georges Lecomte, Maurice Paléologue, Gabriel Le Bras, Marcel Aubert, Lucien Febvre, Paul Deschamps, Jacques de Lacretelle ou Léon Noël. Il est juste de souligner toutefois les liens qui unissaient certains d'entre eux à notre province, en particulier les trois derniers cités. Une évolution s'est esquissée alors qui, en 1962, sans nier le prestige que ces assises pouvaient tirer de la présence, parfois très active, de telles personnalités, a restitué la présidence des congrès aux bourguignons : cette année-là, un peu paradoxalement puisqu'il s'agissait de célébrer le souvenir d'Edouard Estaunié, elle fut confiée à l'écrivain Paul Cazin qui nous vint d'Autun. Depuis, à l'exception du congrès d'Auxerre dédié en 1970 à Marie Noël qui fut présidé par M. Henri Gouhier, tous l'ont été par des personnalités locales ou très étroitement liées à la vie de la province, parmi lesquelles figurent MM. Martin et Richard, actuellement président et vice-président de l'A.B.S.S. Les beaunois, enfin, ont introduit une nouveauté en 1974 en désignant pour la présidence du congrès une femme, Madame le docteur Coquoin-Carnot. Dans le même temps, les comités de patronage, notablement réduits dans leurs effectifs, n'étaient plus composés, eux aussi, que de personnalités locales.

D'aucuns penseront peut-être que ces énumérations m'entraînent bien loin du sujet que j'entendais traiter. A quoi je répondrai que je suis convaincue du contraire : il n'est certes pas indifférent de constater que cette rupture avec les protections parisiennes témoigne de la vitalité propre d'une province qui sut peu à peu découvrir en elle-même, à ce modeste niveau, les forces qui l'animaient. Pour être devenus plus totalement bourguignons, les congrès n'en sont pas devenus moins riches et la vie de l'association moins active : ce « recentrage », pour employer une expression à la mode, avait été précédé en 1953 de la publication de listes de spécialistes locaux prêts à apporter leur aide aux chercheurs de toutes disciplines et de la mise en chantier de publications collectives dont le premier volume fut l'histoire de Langres. Il correspondait donc à une évolution interne de l'association dont l'artisan infatigable fut M. Colombet, secrétaire général de 1950 à 1975.

Ceux d'entre vous que cette évocation des présidents aurait pu lasser triompheront quand je vous aurai dit que, au delà de la surface protocolaire et à l'exception de quelques grandes manifestations dont je parlerai dans un instant, les congrès ont toujours été le fait d'une participation essentiellement régionale. Ce sont les membres des sociétés organisatrices, aussi bien que de celles qui répondaient à leur appel, qui ont fourni la plus grande partie des communications présentées, lesquelles, même lorsque de grands thèmes étaient proposés, furent largement consacrées à la contrée dans laquelle le congrès avait lieu. Cette tendance s'était renforcée, dès 1934, avec l'intervention de la Société pour l'Histoire du Droit et des Institutions des anciens Pays Bourguignons, Franc-comtois et Romands qui a très régulièrement tenu ses propres assises annuelles au sein de celles de l'A.B.S.S. et orienté ses travaux sur les pays où elles se déroulaient, ceci sous l'impulsion de ses présidents successifs, MM. les Professeurs Chevrier et Bart. A cette association les congrès doivent de s'être ouverts à des collaborations helvétiques désormais habituelles et, l'an passé, à une large participation d'historiens picards, flamands et wallons.

Dès la première session, celle de 1914, les congressistes se sont partagés entre plusieurs sections spécialisées. Le nombre en a évolué entre deux et huit suivant l'abondance des communications proposées. L'objectif des créateurs était de faire dans celles-ci une large place aux sciences dites exactes, aussi avaient-ils prévu en 1914 trois sections scientifiques (sciences pures et appliquées, sciences naturelles, sciences médicales) sur cinq, les deux autres étant respectivement consacrées d'une part à l'art et à l'archéologie, d'autre part à l'histoire et aux sciences morales. Mais il fallut bientôt se rendre à l'évidence : la très rapide évolution des sciences les rendaient peu à peu inaccessibles à la plupart des participants. Dès le second congrès il n'y eut donc plus qu'une seule section scientifique, dont les travaux se réduisirent souvent à deux ou trois exposés, assez hétéroclites, parmi lesquels les sciences naturelles, grâce à l'activité des sociétés qui s'y consacrent, la géologie, grâce à celle d'un groupe d'universitaires entraînés par M. Raymond Ciry, et la médecine

grâce aux médecins qui font traditionnellement partie des sociétés-membres, tinrent les premières places.

L'activité s'orienta donc vers trois axes principaux :

— Archéologie et histoire de l'art (avec le rôle prépondérant joué, en ce qui concerne l'archéologie, par Jules Toutain de 1923, date à laquelle il assumait pour la première fois la présidence de la section d'archéologie, à 1959, date à laquelle il se démit des fonctions de président de l'A.B.S.S.,

— Histoire régionale,

— Folklore et linguistique.

Et puis il y eut, bien sûr, à partir de 1934, la section d'histoire du droit et des institutions, largement ouverte à tous, dont le fonctionnement a été évoqué précédemment.

Il apparut toutefois bientôt nécessaire d'apporter à ces congrès un ciment complémentaire en proposant aux chercheurs de grands thèmes communs de travaux. L'objectif était à la fois de prendre une plus claire conscience collective de l'être profond de la province, de saisir ensemble les influences qui l'avaient faite telle qu'elle avait été aux divers temps de son histoire et de mesurer son rayonnement au-delà de ses limites imprécises. Cette nouvelle dimension donnée aux congrès justifiait, en même temps, un appel à des chercheurs venus d'ailleurs.

C'est donc dès 1925 qu'il fut décidé de proposer pour thème général du congrès de 1927, qui devait se tenir à Dijon, « Saint Bernard et son temps », thème qui devait être repris en 1953 lors de la célébration du huitième centenaire de la mort de saint Bernard. Ce second congrès, voué à l'un des personnages les plus importants de l'occident chrétien, avait été voulu par le chanoine Chaume qui disparut en 1946 alors que s'ébauchaient les premiers projets, aussi le maître-d'œuvre en fut-il le chanoine Marilier. Ce fut une manifestation d'importance internationale qui prit place parmi toutes celles organisées alors en Europe autour du même sujet. En 1953, comme en 1927, se sont rassemblés à Dijon, à l'initiative de l'A.B.S.S. et des sociétés locales, des historiens venus des horizons les plus divers dont les travaux ont apporté une très importante contribution à la connaissance même du personnage et à celle de l'ordre cistercien dans son ensemble.

Le succès de l'expérience tentée en 1927 autorisa les responsables de l'A.B.S.S. et des sociétés organisatrices des congrès qui suivirent à centrer les travaux de quelques-uns d'entre eux sur la vie et le rôle de fortes personnalités issues du terroir. Ainsi a-t-on évoqué avec des fortunes diverses suivant l'importance de l'homme et de la ville qui l'avait vu naître, Nicolas Rolin, Gaspard Monge et Jules Marey à Beaune, Vauban à Avallon, saint Germain, l'abbé Lebeuf et Marie Noël à Auxerre, Marmont à Chatillon, Estaunié et Lacordaire à Dijon, Vaugelas à Bourg, Brillat-Savarin à Belley.

De cette galerie dans laquelle voisinent les individus les plus dissemblables, expressions du génie multiforme de la province, se dégage la figure de Marie Noël qui prit part aux deux premiers congrès d'Auxerre avant d'être le sujet du troisième

et qui vint, en tout simplicité, dire au congrès de Dijon de 1962 comment elle avait noué avec Estaunié, lors de celui de 1925, une amitié précieuse et durable.

D'autres assises se sont ouvertes à des problèmes généraux d'histoire bourguignonne. Ainsi, en 1935, à Dijon, des membres du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, de neuf universités françaises, de deux universités belges, de vingt-six sociétés savantes de diverses provinces et de deux sociétés étrangères ont examiné avec les bourguignons les multiples aspects du rôle du duché au xv^e siècle dans l'histoire politique et dans la civilisation occidentale. En 1946, à Dijon encore, une section du congrès a réuni des spécialistes de la vigne et du vin... mais les travaux pratiques préparatoires à leurs études avaient eu lieu en 1938 à Mâcon où avait été organisé, fort judicieusement en fin de journée, une mémorable conférence-dégustation ! A Tournus, en 1954, c'est l'art roman qui suscita une participation internationale. A Auxerre enfin, en 1960, la commémoration de l'abbé Lebeuf s'élargit à l'étude du jansénisme.

D'autres congrès encore ont permis d'approfondir des questions propres aux régions où ils se tenaient, puisque l'on avait inscrit au programme de celui de Mâcon en 1938 les deux questions suivantes : survivances romaines en Mâconnais et Cluny. Au Creusot, l'année suivante, la métallurgie et la houille en Saône-et-Loire furent à l'ordre du jour.

Enfin quelques congrès ont permis de fêter successivement le centenaire de la Société Eduenne à Autun en 1936, celui de la Société des Sciences de Semur en 1949 (conjointement avec le bimillénaire de la chute d'Alésia), celui de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Beaune en 1951.

Et je citerai, pour terminer cet inventaire, une manifestation qui est encore présente à la mémoire de chacun d'entre nous : le colloque, à dominante universitaire, organisé à Dijon en 1977 à l'occasion du cinquantième centenaire de la réunion de la Bourgogne à la Couronne. Témoignage exemplaire des préoccupations permanentes de l'A.B.S.S. depuis sa création, celui-ci fut l'occasion pour tous de s'interroger sur l'être et le devenir de la région à la lumière de recherches précises sur son passé et son présent. Je n'insisterai pas davantage et ne puis que vous inviter à lire ou relire les actes de ce colloque, publiés en 1978 avec l'appui des *Annales de Bourgogne*, en particulier les textes de M. Roland Martin et de M. le Ministre Robert Poujade : tous deux ont dit beaucoup mieux que je ne saurais le faire le sens de cette réunion.

L'évocation de cette publication me fournit une transition toute simple pour aborder le problème de la diffusion des travaux des congrès. La nécessité de celle-ci fut au cœur des préoccupations des initiateurs de l'A.B.S.S. dès les premiers d'entre eux, puisque c'est en 1923 qu'une étude des conditions de publication intégrale des actes fut confiée à une commission composée des secrétaires généraux des trois premiers congrès. On ne sait rien des méditations de cette commission, mais il fallut attendre le congrès Saint-Bernard de 1927 pour voir paraître le premier

volume de travaux : jusqu'à cette date on s'était contenté de faire, dans de minces brochures, une place beaucoup plus large aux toasts et discours qu'aux communications elles-mêmes. La création du *Bulletin de liaison*, intervenue en janvier de cette même année, devait permettre de séparer désormais les travaux, dont l'édition fut généralement assurée par les sociétés organisatrices, des échos de leur déroulement et de ceux de la vie des sociétés dont la narration restait du seul ressort de l'A.B.S.S.

Dans ces conditions virent le jour des volumes d'importance variée, tandis que la Société pour l'Histoire du Droit réservait aux pages de sa propre revue les communications élaborées sous sa houlette.

Réalisés parfois dans des conditions financières héroïques, d'accès souvent difficile hélas, en raison de leur dispersion, ces volumes constituent un véritable *corpus* de la recherche historique régionale qui mêle travaux d'universitaires et d'amateurs. Les plus importants d'entre eux sont, est-il besoin de le souligner, ceux que rendent compte de ce que j'appellerai par commodité les grands congrès : celui du congrès Saint-Bernard et son temps, très tôt épuisé, qui comprend deux tomes, celui du congrès Vauban, également composé de deux tomes, celui du congrès Saint Germain qui réunit 380 pages, les « Mélanges Saint Bernard » 435 pages, les actes des congrès Lebeuf et Estaunié-Lacordaire, etc... Mais je tiens ici à rendre hommage à l'effort consenti par des sociétés de modeste importance pour conserver la trace des travaux qu'elles avaient accepté d'accueillir, en particulier à celles de Toucy, à qui nous devons un volume ronéoté sur la Puisaye, Fontaine-Française, Charolles et Gueugnon. Quatre congrès seulement n'ont fait l'objet d'aucune publication.

Il est enfin un dernier aspect de ces congrès annuels auquel je tiens à faire rapidement allusion : les soirées, expositions, visites et excursions qui attirent souvent plus de participants que les séances de travail, sans doute parce qu'elles sont un moyen vivant d'apprendre à connaître et à aimer hommes et choses. Il est trop tard maintenant pour que j'achève de lasser votre patience en tentant d'en dresser un tableau qui prendrait des allures de fastidieuse litanie incapable d'exprimer la richesse de ce qu'il fut donné aux congressistes de découvrir depuis soixante-six ans. Aussi me contenterai-je d'un florilège très subjectif, limité à quelques manifestations attestant le besoin profond de l'A.B.S.S. de s'insérer dans la vie présente de la région. Telles m'apparaissent les trop rares visites d'usines, organisées dès 1925 à Auxerre, celle d'un centre d'insémination artificielle à Verdun-sur-le-Doubs en 1966 au cours de laquelle nous avons vu s'élaborer dans les étranges vapeurs d'un froid intense chimiquement obtenu les races bovines dont les produits sont une des richesses de l'agriculture bourguignonne et nivernaise, l'exposition de vitrines des commerçants langrois en 1964 ou l'illumination de la cathédrale d'Auxerre en 1948 et l'embrasement de Saint-Vorle de Chatillon et de la maison Philandrier en 1957.

Mon florilège ressemble peut-être un peu, dans son incohérence, à l'inventaire de Prévert et s'achève un peu trop facilement en feu d'artifice...

Mais ces lumières, soudain jaillies contre les façades d'édifices que nous croyons bien connaître et que d'autres venus de plus loin ignoraient, m'apparaissent un peu comme symboliques de l'œuvre patiemment, discrètement poursuivie depuis soixante-six ans par l'A.B.S.S. en ses congrès pour faire mieux connaître et apprécier tous les aspects de la vie d'une région traditionnellement ouverte à tous les échanges.

Dans un monde en mutation, où chacun s'interroge sur ses racines, il est absolument nécessaire de poursuivre cette mission et, ce faisant, d'aider à vivre et à sortir de leur isolement les soixante-trois sociétés, regroupant plus de dix mille membres, qui constituent l'A.B.S.S. et celles qui viendront les rejoindre.